

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
43 rue du Docteur Duroselle  
16000 ANGOULÊME

Angoulême, le 6 février 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Relais DUMAS-DELAGÉ - Station TOTAL**

Avenue du 8 mai 1945, 16500 Confolens

Références : 2026\_152\_UbD16-86\_Env16

Code AIOT : 0003104594

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 5 février 2026 de l'établissement Relais DUMAS-DELAGÉ - Station TOTAL implanté avenue du 8 mai 1945, 16500 Confolens. L'inspection a été annoncée le 03/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'est déroulée dans le cadre du suivi de la procédure de cessation d'activité de la station-service, afin de s'assurer que la mise en sécurité est effective et que le site, comme mentionné dans les différents rapports du bureau d'études spécialisé (site et sols pollués), a bien été remis dans un état compatible avec l'usage futur retenu, à savoir celui correspondant à la dernière activité en l'occurrence à usage commercial, suite aux travaux de dépollution.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Relais DUMAS-DELAGÉ - Station TOTAL
- Avenue du 8 mai 1945, 16 500 Confolens
- Code AIOT : 0003104594
- Régime : Déclaration sous contrôle périodique (avant cessation)
- Statut Seveso : Non
- IED : Non

La station-service relais TOTAL, implantée à l'entrée nord-ouest de Confolens, le long de l'avenue du 8 mai 1945, distribuait des carburants, principalement du gasoil et du sans-plomb 95.

Elle comprenait :

- 3 cuves double-enveloppe enterrées d'une contenance respective de 15 m<sup>3</sup> pour les cuves A et B et 20 m<sup>3</sup> pour la cuve C ;
- un îlot de distribution sur lesquels se trouvaient deux volucompteurs ;
- un troisième volucompteur était présent à proximité des bouches de dépotage et servait

- principalement pour la distribution de gasoil pour les poids-lourds ;
- une aire de dépotage ;
- un séparateur d'hydrocarbures captant les eaux de la piste de distribution.

Cette installation était classée sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique par la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées (station-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules; le volume annuel de carburant liquide distribué étant supérieur à 100 m<sup>3</sup> d'essence ou 500 m<sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m<sup>3</sup>).

Elle a cessé son activité le 30 juin 2018 suite au départ à la retraite du gérant.

Le site, remis en état suite aux travaux de dépollution, est actuellement en vente. Deux acquéreurs potentiels seraient intéressés pour acheter l'ensemble.

## **Thème de l'inspection : AN26 Libération du foncier SSP**

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

#### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en sécurité du site	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-75-1	Sans objet
2	Remis en état du site	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-75-1	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La gestion de la cessation d'activité, de la mise en sécurité, des travaux de dépollution suite aux diagnostics, et de la remise en état a été réalisée selon la réglementation en vigueur. Les constats lors de la visite attestent que ces opérations ont été mises en œuvre dans les règles de l'art et qu'elles ont permis de réhabiliter le site avec un niveau de risque acceptable pour l'usage futur identique à celui de la dernière période d'activité, à savoir un usage commercial.

### **2-4) Fiches de constats**

#### **N° 1 : Mise en sécurité du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/07/2024, articles R.512-66-1 et R.512-75-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation d'activité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article R.512-66-1 :</u></p> <p>I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R.512-75-1 du code de l'environnement, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations un mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés.</p> <p>[...]</p> <p><u>Article R.512-75-1 :</u></p> <p>I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et, le cas échéant, à l'article L.211-1 du CE, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R.511-9 du CE sur une ou plusieurs parties du même site.</p> <p>La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1° La mise à l'arrêt définitif ;</li> <li>2° La mise en sécurité ;</li> <li>3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R.512-66-1 du CE ;</li> <li>4° La réhabilitation ou remise en état.</li> </ul> <p>[...]</p> <p>IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1° Évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;</li> <li>2° Des interdictions ou limitations d'accès ;</li> <li>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</li> <li>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.</li> </ul> <p>En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité accompagnent des mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.</p>

[...]

#### Constats :

Le 30 juin 2018, l'exploitant a notifié au préfet du département l'arrêt définitif de l'activité de la station-service. Les parcelles concernées ont été recensées dans le cadre de cette cessation.

La mise en sécurité a été faite ainsi que la détermination de l'usage futur du site, à savoir un usage identique à celui de la dernière période, en l'occurrence commerciale. Le site a été remis en état.

Les différentes opérations de mise en sécurité ont été effectuées :

- les produits et déchets dangereux ont été évacués. Les 3 cuves double-peau de carburant ont été évacuées du site et prises en charge par la filière agréée pour les traiter ;
- le site est partiellement clôturé. Un mur fait office de clôture au fond du site mais le long de la route départementale, seules l'entrée et la sortie des pistes de la station sont fermées par des grillages de chantier. Une bordure délimite le reste d'espace entre les clôtures avec la voie publique. Comme le site est vide de toute activité et qu'aucun matériau dangereux ne subsiste, le risque apparaît minime pour toute personne qui accéderait au site. **Il convient de rappeler que l'accès au site demeure interdit à toute personne étrangère ;**
- les risques d'incendie et d'explosion ont été supprimés. Les 3 cuves de stockage des hydrocarbures et les canalisations ont été vidangées, inertées et retirées du site en janvier 2019. Les volucompteurs et le séparateur d'hydrocarbures ont été démantelés début 2019 ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement a été opérée dans les années suivantes. Des investigations du sol et de la nappe phréatique ont été faites à l'aide de sondages du sol, de piézomètres et de piézairs.

Les différentes opérations réalisées permettent de confirmer que la mise en sécurité du site est effective.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Remis en état du site

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 08/07/2024, articles R.512-66-1 et R.512-75-1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Cessation d'activité

#### **Prescription contrôlée :**

Article R.512-66-1 :

[...]

III.- Lorsque la mise en sécurité est achevée, l'exploitant en informe par écrit le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, le ou les propriétaires des terrains concernés et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

[...]

IV.- L'exploitant procède à la réhabilitation des terrains des installations concernées de manière à ce qu'il permette un usage futur du site appartenant à la même catégorie de la typologie des usages prévue au I de l'article D.556-1 A que la dernière période d'exploitation des installations. Lorsque la réhabilitation est achevée, l'exploitant en informe par écrit le préfet, le ou les propriétaires des terrains concernés ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.

[...]

Article R.512-75-1 :

[...]

V.- En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux

intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du CE et, le cas échéant, à l'article L.211-1 du CE, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.

VI.- La réhabilitation ou remise en état consiste à placer le ou les terrains d'assiette d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement dans un état permettant le ou les usages futurs du site déterminés, dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et, le cas échéant, de l'article L.211-1 du CE, selon les dispositions, le cas échéant, de l'article R.512-66-1.

[...]

#### **Constats :**

L'ancien exploitant, propriétaire des parcelles sur lesquelles l'installation a été exploitée, a informé la mairie de la cessation d'activité et de l'usage futur proposé du site, à savoir de type commercial, usage identique à son activité durant la dernière période.

Toutefois, il n'a pas été dans la possibilité de fournir une copie du courrier d'information à la mairie.

Par courriers du 2 décembre 2020, 29 mai 2020 et 24 juin 2021, l'ancien exploitant a informé le préfet du département de l'avancée des investigations et de la fin des travaux pour la remise en état.

Les investigations du sol, du sous-sol et de la nappe phréatique, ont fait apparaître une pollution en hydrocarbures plus ou moins importante, principalement liée à la fuite d'hydrocarbures de janvier 2006 où une fuite de gasoil s'est produite sur une tuyauterie d'aspiration.

Les dernières investigations d'août 2020 dans la nappe phréatique, à l'aide de deux piézomètres et de deux puits, ont fait apparaître que l'ensemble des ouvrages ne présentait pas d'impact ni en hydrocarbures, ni en BTEX.

Les sondages du sous-sol en août 2018 révèlent, au sondage SC3 (sous la piste de sortie), un taux élevé d'hydrocarbures C10-C40 à une profondeur au-delà de 2 m (quantité de 12 200 mg/kg de matières sèches). Cette quantité est réduite à 5 m de profondeur (6 290 mg/kg de matières sèches).

De décembre 2018 à septembre 2019, la station-service a été démantelée, l'ensemble des infrastructures pétrolières (cuves, aire de dépotage, canalisations, pistes de distribution, volucompteurs et séparateurs hydrocarbures) ont été retirées et des travaux de retrait des terres polluées ont été faits dans la limite des contraintes techniques. Les terres retirées ont été triées afin qu'elles soient traitées par la filière adaptée. Les fonds et parois de fouille ont été contrôlés tout comme les remblais d'apport pour combler les excavations. Au total, 1 168 tonnes de terres impactées ont été évacuées vers un centre de traitement agréé. Les bordereaux de suivi de déchets de chaque évacuation ont été fournis.

Le contrôle des bords de fouille a mis en évidence la présence d'impacts résiduels en limite techniques de fouilles de par les limites de propriétés, le bâtiment et la route.

Des investigations complémentaires ont été opérées sur les sols afin de s'assurer de l'absence d'impact sur les sols extérieurs du site. Deux piézais ont été mis en place au niveau des sources de pollution résiduelle.

Il ressort de ces sondages complémentaires principalement sous la voirie, la présence d'hydrocarbures C10-C40 à l'état de trace jusqu'à une profondeur de 2,5 m. Au-delà, les 4 sondages révèlent l'absence d'impact jusqu'à 7 m de profondeur. Aucune trace de composés volatils BTEX n'a été identifié sur les 4 sondages.

Quant aux résultats des piézais, les mesures de prélèvements des campagnes de février et août 2020 n'ont fait apparaître aucun composé volatil sur les deux échantillons de gaz du sol prélevés puisque les teneurs sont inférieures aux limites de quantification.

Il apparaît que l'impact résiduel sur site est limité. L'analyse des risques résiduels démontre que la qualité du sous-sol en place à l'issue des travaux de réhabilitation conduit à des niveaux de risques acceptables pour le type d'usage futur proposé.

Le site apparaît alors compatible avec un usage futur équivalent à celui de la dernière période

d'activité à savoir une activité commerciale. Il n'est alors pas nécessaire de prévoir des mesures complémentaires de surveillance ou de réhabilitation.

Suite à l'absence de réponse du préfet du département, les ouvrages de piézomètres et de piézairs ont été comblés et inertés le 28 juin 2022.

**Type de suites proposées :** Sans suite



## PHOTOGRAPHIES DU SITE LE JOUR DE L'INSPECTION

